



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



© E. Leroux

RAPPORT ANNUEL 2014

Rapport moral
Rapport d'activités
Rapport financier



NOS PARTENAIRES EN 2014



FONDATION J.M. BRUNEAU

Sous l'égide de la Fondation de France



**fondation
daniel & nina carasso**

sous l'égide de la Fondation de France



**FONDATION
NICOLAS HULOT
POUR LA NATURE
ET L'HOMME**



SOMMAIRE

NOS PARTENAIRES EN 2014	3
RAPPORT MORAL	5
RAPPORT D'ACTIVITES	9
1. TROIS METIERS POUR PLUS DE SOLIDARITE	10
2. VIE ASSOCIATIVE	11
Les instances définissent et suivent la mise en œuvre du cadre stratégique	11
L'équipe participe aux activités des membres	11
Le CFSI poursuit son investissement dans les collectifs	12
3. NOURRIR LES VILLES – NOURRIR LE MONDE	13
Le programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest	13
ALIMENTERRE, au cœur de l'année internationale de l'agriculture familiale	16
Le centre de ressources ALIMENTERRE : un outil au service de tous	18
Cohérence des politiques pour le développement	18
4. COOPERER AUTREMENT	21
Un nouveau programme pour les membres du CFSI : Coopérer autrement en acteurs de changement	21
Programme Concerté Pluri Acteurs Jouvissour	22
Programme Concerté Pluri Acteurs Congo	24
RAPPORT FINANCIER	27
Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI	28
Les emplois et les ressources de l'exercice 2014	28
Le bilan du CFSI	31
ANNEXES	33
Liste des projets sélectionnés en 2014	34
Instances associatives	39
L'équipe salariée au 31 mai 2015	41
Glossaire	42

RAPPORT MORAL

Je veux tout d'abord souligner les acquis significatifs de l'année : la publication de l'ouvrage « *Nourrir les villes, défi de l'agriculture familiale - Des innovations locales et paysannes en Afrique de l'Ouest* » et le lancement du programme *Coopérer autrement en acteur de changement*, (CAAC) qui va nous mobiliser et nous alimenter pendant 3 ans. Le festival de films ALIMENTERRE poursuit son développement, et malgré des contextes parfois délicats, les deux PCPA (programme concerté pluriacteurs) au Congo et en Algérie avancent.

Avec une satisfaction, la gestion prudente de nos activités a permis, malgré quelques difficultés (collecte, non versement du financement du ministère du Plan au Congo), de clôturer l'année à l'équilibre. Notre modèle économique reste fragile. Nous avons démarré un groupe de travail qui doit formuler des orientations pour le faire évoluer. Le CFSI doit le renforcer par des financements privés en complément des financements publics et ceux des donateurs individuels.

La plateforme qu'est le CFSI

Le CFSI doit vivre sa qualité de plateforme de la société civile. Cela suppose une meilleure connaissance entre les membres. C'est ce qui se fait à travers nos programmes, qui contribuent à renforcer notre identité collective. La co-construction des opérations pilotes du programme *Coopérer en acteurs de changement* en a été une concrétisation en donnant l'occasion à des membres, qui n'avaient pas forcément l'habitude de travailler ensemble, d'identifier des sujets communs. Les activités transversales qui vont suivre permettront d'approfondir et d'élargir les regroupements thématiques amorcés.

Nous avons débattu en conseil de direction début 2014 de l'utilité collective des différentes activités menées. Nous avons en particulier souligné le besoin d'une stratégie territoriale sur les territoires où nos membres sont impliqués. C'est amorcé avec le programme *Coopérer en acteurs de changement*.

Nous avons aussi souhaité clarifier l'avenir du plaidoyer institutionnel du CFSI en préciser les objectifs et moyens pour renforcer la participation des membres dans ce domaine. Un atelier sur le lait et une réunion sur les APE ont concrétisé depuis cette orientation.

L'année 2013 avait aussi été pour moi celle de la découverte du CFSI, de ses membres et autant que possible de leurs actions sur le terrain. J'ai prolongé cela en 2014, à Haïti (avec Agrisud International) à l'occasion d'un colloque de restitution des résultats de projets de recherche et de la Fondation de France, et en Algérie par la visite d'actions soutenues dans le cadre de Joussour en complément de la participation à l'assemblée plénière du programme à Tipaza. Cette découverte se poursuivra en 2015.

Porter l'ambition et les valeurs du CFSI est une obligation pour tous

J'ai eu l'occasion de porter l'ambition et les valeurs de la plateforme que nous formons à travers diverses sollicitations, en participant à des tables rondes sur des thèmes où le CFSI est reconnu : à Blois sur « comment s'expriment en France les valeurs de la solidarité internationale » ; à Dijon sur « quelles réponses aux enjeux de sécurité alimentaire, quelles pratiques agricoles innovantes et durables ? » ; ou à une émission de

télévision sur Public Sénat construite à partir d'un documentaire sur un conflit entre Nestlé et une entreprise camerounaise sur la production de lait concentré...

2014 a été ***l'année internationale de l'Agriculture familiale***. Le CFSI y a participé de plusieurs façons, en particulier en organisant en octobre avec la Fondation de France, le Groupe Initiatives, Inter-réseaux Développement rural une journée sur « Les agricultures familiales, terreaux d'innovations ; réflexions sur le repérage et la valorisation des innovations locales et paysannes ».

Avancer sur des enjeux stratégiques

Nous arrivons au moment où il nous faut mener collectivement une nouvelle réflexion à caractère stratégique pour définir nos orientations 2017-2020. Ce qui a été évoqué ci-dessus (PAFAO, CAAC, Année internationale de l'agriculture familiale) montre que nous avons déjà en 2014 rassemblé de la matière.

Nous devons encore une fois ***remercier Jean Louis Vielajus***, qui avait accepté de faire un bilan de ses années au CFSI : « le socle des acquis ». C'est un apport de qualité, à relire, une formidable façon de passer le relais ! 2015 est la première année du CFSI sans Jean Louis, depuis 16 ans ! Ce que nous sommes, lui doit beaucoup, jusqu'à la formalisation en janvier du projet associatif que nous avons adopté. Hommage lui soit donc rendu, en l'assurant de notre engagement pour inventer la suite !

Autre acquis, le projet de direction présenté par Anne Françoise Taisne qui s'appuie sur ce socle pour lancer plusieurs pistes à suivre.

La tendance de trop de nos concitoyens au repli sur soi, alors que les crises économiques environnementales et sociales se prolongent, ne nous démobilise pas, bien au contraire. Nous avons travaillé sur plusieurs chantiers, dans lesquels je me suis plus particulièrement engagé.

La suite de la réflexion sur « la solidarité internationale » que nous avons qualifiée comme « l'ouverture au monde et aux autres » Ce sujet a été abordé en assemblée générale en juin 2013, puis en conseil de direction le 18 septembre 2014, et enfin au sein d'un groupe de travail récent.

La participation aux négociations internationales, en préparation des trois conférences de 2015 (sur le financement du développement, l'adoption en septembre des Objectifs du Développement Durable, enfin la Conférence Climat, COP 21, en décembre). Dans ces négociations un espace politique mondial se structure un peu plus, c'est une des conditions indispensable au renforcement de la solidarité, il nous faut y participer, et en tirer parti. Dans le même ordre d'idée, le CFSI est impliqué (avec un atelier en Algérie) dans le programme ***Our Life 21*** qui veut préparer la COP 21 par un travail le plus international possible sur le monde que nous voulons « désirable et durable ».

La mobilisation de la recherche au service des enjeux de la solidarité et du développement. Avec le CRID, le CFSI a organisé un séminaire préparatoire au colloque de l'Alliance Sciences Société (dont le CFSI est membre) sur « *quelle recherche pour le développement et la solidarité internationale* ». Cette mobilisation se retrouve dans la participation du CFSI à la création d'une *Plateforme pluri acteurs sur l'innovation paysanne et rurale* avec le Groupe Initiatives, Inter-réseaux Développement rural, la Fondation de France et le Cirad. Ce projet a été initié à partir de la mise en commun des capitalisations des pratiques innovantes de terrain. Le CFSI a souhaité que soient privilégiés des thèmes comme : l'investissement et les outils financiers, la reconquête des marchés urbains, la création d'emplois et de valeur économique...

L'année 2015, avec tout le travail des membres du CFSI, de leurs partenaires, et de l'équipe permanente apportera des réponses aux enjeux de notre temps, comme un renforcement des liens entre nous.

Nous le ferons avec l'équipe, avec Anne-Françoise Taisne notre nouvelle déléguée générale. Anne-Françoise nous dira les autres évolutions au sein de l'équipe, comme aussi la volonté d'associer au mieux membres du CFSI et l'équipe salariée dans les programmes et dans l'invention du CFSI de demain, ses valeurs, ses missions, ses programmes, ses membres ! C'est le chantier stratégique que nous devons aborder aujourd'hui.

Yves Le Bars

Président du CFSI

RAPPORT D'ACTIVITÉS

1. TROIS METIERS POUR PLUS DE SOLIDARITE

Les activités 2014 répondent aux marqueurs du cadre stratégique : relier l'économie et le social, promouvoir le socle des droits, favoriser une approche par les territoires, parier sur le pluri acteurs et la concertation et favoriser les mises en réseaux. Ces activités sont au service des membres et des partenaires avec lesquels le CFSI s'engage. Le CFSI les anime en développant **trois métiers au service de la solidarité internationale**.

- Il mobilise des ressources financières pour accompagner des initiatives menées par ses membres et des partenaires impliqués dans les programmes qu'il mène avec d'autres organisations, comme les PCPA (programmes concertés pluri acteurs) ou le programme d'appui à l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest avec la Fondation de France. Grâce aux soutiens de ses donateurs, de l'Agence Française de Développement et de partenaires privés, il a souhaité promouvoir plus particulièrement des innovations en faveur de l'agriculture familiale.
- Il anime des réseaux d'échange, valorise les pratiques et favorise les changements d'échelle des initiatives soutenues. Ceci suppose des alliances avec une diversité d'acteurs, notamment avec la Recherche. La plate-forme pour des innovations paysannes et locales témoigne de cette approche. Le programme Coopérer autrement en acteurs de changement a commencé à mettre l'accent sur des échanges de territoires à territoires et souhaite y inclure des collectivités locales et des acteurs économiques. Le changement d'échelle exige également une approche transversale pour faire le lien entre les initiatives soutenues et le plaidoyer en faveur du droit à l'alimentation. L'atelier sur l'approvisionnement des villes ouest-africaines en lait local l'a illustré en reliant les projets de soutien à la filière lait local et les enjeux des accords commerciaux entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe.
- Il organise et gère des espaces collectifs mobilisateurs avec ses membres et avec des organisations partenaires ou alliés. Ces espaces concernent une entrée sectorielle à travers la campagne ALIMENTERRE qui mobilise une diversité d'associations en France mais aussi à l'international et des entrées géographiques avec les PCPA en Algérie et au Congo. En 2014, ces espaces ont ouvert le CFSI à de nouveaux partenariats avec des organisations engagées sur une consommation privilégiant l'agriculture biologique (Biocoop) ou l'environnement (4 D, Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme). A quelques mois de la conférence climat, ce trait d'union entre les enjeux liés à la solidarité internationale et ceux relevant des questions sociales et environnementales est indispensable.

CHIFFRES CLES 2014

une plateforme associative de 20 membres animée par leurs représentants, des bénévoles et une équipe de 12 salariés

400 organisations partenaires à l'international

15 000 familles de producteurs soutenues en Afrique de l'Ouest depuis 6 ans

900 acteurs engagés dans la campagne ALIMENTERRE

67 000 spectateurs pour le festival de films ALIMENTERRE

200 000 internautes

2. VIE ASSOCIATIVE

Les instances définissent et suivent la mise en œuvre du cadre stratégique

Le CFSI rassemble 20 organisations françaises impliquées dans la solidarité internationale. Le bureau s'est réuni physiquement quatre fois au cours de l'année. Il a également validé à distance les propositions du comité consultatif suite aux appels à initiatives. Il a assuré la préparation des réunions du conseil de direction qui s'est réuni six fois.

THEMES MAJEURS DE DISCUSSION DU CONSEIL DE DIRECTION	
Février 2014	Point financier Utilité collective des actions du CFSI pour ses membres
Avril 2014	Cartographie des risques et contrôle interne Validation du plan de collecte Point financier Plaidoyer au CFSI Centre de ressources www.alimenterre.org
Juin 2014	Arrêté des comptes 2013 et budget 2014 Festival de films ALIMENTERRE Préparation de l'assemblée générale
Septembre 2014	Capitalisation « nourrir les villes » Point financier
Octobre 2014	Recrutement déléguée générale
Décembre 2014	Suivi financier – budget 2015 Plateforme de capitalisation des innovations paysannes Nomination des membres du comité d'orientation stratégique et du comité consultatif du programme « Coopérer autrement en acteurs de changement »

Outre les instances formelles, l'animation de la vie associative passe par des groupes de travail, comités de pilotage et comités consultatifs :

- les groupes de travail et comités de suivi accompagnent la mise en œuvre des orientations du CFSI ;
- les comités consultatifs mobilisent des membres du CFSI et des personnes externes nommées par le conseil de direction. Ils ont sélectionné des initiatives suite aux appels du programme de promotion de l'agriculture en Afrique de l'Ouest et d'ALIMENTERRE.

L'équipe participe aux activités des membres

Le Président du CFSI poursuit des rencontres régulières avec les membres. Des membres de l'équipe salariée ont participé aux activités des membres :

- participation à des travaux des membres : participation au comité de pilotage de l'évaluation d'un programme du GRDR, participation au groupe pays Algérie de Cités Unies France (CUF), interventions aux assises de la coopération décentralisée organisées par CUF ;
- intervention auprès des équipes salariées et / ou bénévoles pour approfondir un sujet : présentation du programme coopérer autrement en acteurs de changement au Secours Populaire Français, intervention à CUF sur le thème « Agriculture familiale, alimentation et coopération décentralisée ».

Le CFSI poursuit son investissement dans les collectifs

En tant qu'adhérent direct de Coordination Sud, le CFSI a maintenu un niveau important de relations avec la fédération nationale des ONG françaises. Le CFSI assume la co-animation du groupe de travail financements publics français. Il participe à la commission agriculture et alimentation et à la commission Europe.

Le CFSI est membre du comité de pilotage de la Semaine de la Solidarité Internationale et de son groupe communication. Il s'implique également au sein du F3E sur les questions liées à l'impact des actions menées.

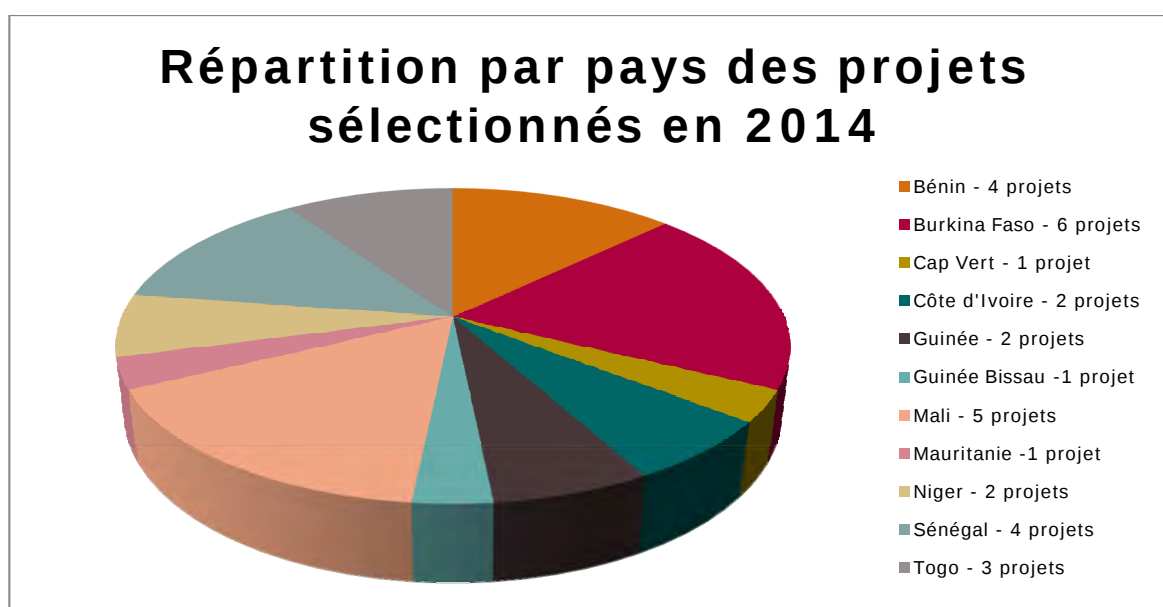
Il est membre d'EDUCASOL (Plateforme française d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale) et du Comité de la Charte.

3. NOURRIR LES VILLES – NOURRIR LE MONDE

Le programme Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest

Un appel à projets, vivier d'innovations locales et paysannes

Dans le cadre du fonds commun au CFSI et à la Fondation de France, le CFSI a suivi 96 projets dont 31 nouveaux. La moitié des dossiers retenus en 2014 sont portés par des organisations françaises, deux par des organisations européennes (hors France), et treize par des organisations africaines.



Le rôle des femmes y apparaît comme central. Leur dynamisme est moteur dans l'essor du secteur des petites et très petites unités agroalimentaires. En 2014, le programme a soutenu 6 500 femmes.

Ces projets sont tous porteurs d'innovations (techniques, économiques, sociales, organisationnelles, etc.). Ils expérimentent des façons durables de renforcer la capacité de l'agriculture familiale à fournir aux villes une alimentation compatible avec les modes de vie urbains, tout en assurant une répartition équitable de la plus-value. La dimension « sensibilisation des consommateurs ouest-africains » est présente dans près de 40 % des projets retenus. Elle se manifeste notamment par l'organisation de séances du Festival de films ALIMENTERRE.

Enfin, le programme Pafao soutient la mise en place d'une capitalisation qui fait de l'innovation un « capital » aux mains des acteurs paysans et ruraux. En 2014, 17 projets renforcent la capacité des organisations en matière de capitalisation et 15 comportent des actions de plaidoyer.

Capitalisation : de nouvelles productions

Le CFSI a réalisé en collaboration avec les porteurs de projets et la Fondation de France plusieurs produits de capitalisation : 23 fiches-innovation, 26 fiches-entretien, une publication *Nourrir les villes, défi de l'agriculture familiale - Des innovations locales et paysannes en Afrique de l'Ouest* diffusée à 1 200 exemplaires.

Grâce aux innovations, les producteurs accèdent plus facilement aux marchés urbains. Chaque expérience capitalisée met en scène une ou deux innovations majeures. Elles donnent des résultats parce qu'elles sont articulées avec d'autres innovations secondaires et parce qu'elles prennent en compte les dimensions techniques, organisationnelles et sociales.

Ce qui produit des changements majeurs, ce n'est pas une innovation isolée mais un processus innovant.



La capacité des exploitations familiales à nourrir les villes recouvre également une dimension politique. L'innovation n'aura de réel impact que si elle nourrit une analyse qui porte auprès des décideurs politiques les positions et propositions des producteurs.

La démarche de capitalisation du programme Pafao s'inscrit dans l'action. En collaborant avec le Roppa (Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest), elle garantit la prise en compte du portage politique auprès des décideurs ouest-africains. Cette dimension est indispensable pour permettre aux innovations de changer d'échelle et d'avoir des impacts pérennes dans la reconquête des marchés ouest-africains.

Le programme s'articule avec d'autres acteurs collectifs

Le CFSI a participé à la création d'une plateforme pluriacteurs sur l'innovation paysanne et rurale avec le CIRAD, la Fondation de France, le Groupe Initiatives, Inter-réseaux Développement rural. Cette plateforme a été initiée à partir de la mise en commun des capitalisations des pratiques innovantes de terrain. Le programme Pafao bénéficie de la valeur ajoutée de ce dispositif :

- un espace d'échange et de débat entre ONG, organisations de producteurs et de recherche ;
- un élargissement du périmètre géographique et thématique d'analyse des innovations ;
- un appui à la valorisation en vue du changement d'échelle, en permettant notamment l'accès à des mécanismes de financement de l'innovation réservés à la recherche.

« La capitalisation n'est utile que si l'on s'en sert ».

La question de l'utilité confronte le programme Pafao à l'enjeu de produire des résultats à la hauteur de l'effort de capitalisation et de l'ambition que les innovations ne restent pas confinées au seul cadre des projets. Le défi est de donner les moyens non seulement pour que les projets réussissent, mais pour aussi pour sortir des références utiles à d'autres, notamment à ceux qui ne sont pas aidés directement par le programme.

Cela passe par la capitalisation des innovations et la valorisation, avec un objectif de réplique et de changement d'échelle afin de servir le renforcement économique des exploitations familiales, d'avoir un impact sur l'agriculture familiale ouest-africaine.

La valorisation suppose de clarifier plusieurs questions : pourquoi valoriser ? Qui valorise et pour qui ? Comment (la forme doit être appropriée aux objectifs, aux besoins et aux agendas des acteurs) ? Pour obtenir quoi ? Avec quel accompagnement et quel suivi ? La valorisation est le prolongement des projets dont les résultats capitalisés alimentent des espaces d'action.

ALIMENTERRE, au cœur de l'année internationale de l'agriculture familiale

Le réseau poursuit sa structuration

En 2014, dans le cadre de la campagne ALIMENTERRE, le CFSI a mobilisé et animé un réseau composé de 18 pôles régionaux (seize en France métropolitaine et dans les DOM), onze pôles départementaux en France, une trentaine de relais et onze pôles nationaux qui ont coordonné le Festival ALIMENTERRE dans les treize pays suivants : Allemagne, Belgique, Bénin, Burkina-Faso, Canada, Italie, Madagascar, Maroc, Pologne, République tchèque, Sénégal, Togo et Union des Comores.

Le réseau ALIMENTERRE en France se structure et se renforce. Une véritable dynamique existe entre les différents pôles. Les réunions entre les pôles régionaux sont particulièrement appréciées et produisent des effets positifs sur l'implication croissante des structures sur les nouveaux projets. Toutefois, ce réseau reste fragile, en raison de la baisse des financements (publics et privés) au monde associatif.

ALIMENTERRE renforce ses partenariats au niveau national

Les relations avec le BRECI (Bureau des relations européennes et de la coopération internationale) et le RED (Réseau d'éducation au développement) du Ministère de l'agriculture se développent dans la durée grâce à deux projets communs devenus annuels :

- la formation ALIMENTERRE associant des enseignants et des représentants du monde associatif (réseau ALIMENTERRE) ;
- le Prix ALIMENTERRE, concours de courts métrages à destination des 14-25 ans.

Ces activités ont des répercussions positives sur la qualité des relations en région qui s'améliorent, entre les pôles et relais ALIMENTERRE et les DRAAF ou les établissements agricoles. Tous les participants à la formation conjointe soulignent la pertinence de ces temps d'échanges et de découverte réciproque. Ils favorisent une meilleure compréhension des fonctionnements de chacun et garantissent une collaboration efficace.

Le CFSI s'est investi fortement dans le partenariat établi en 2013 avec BIOCOOP. Il a participé à quatre assemblées de maison régionale et au congrès national, à Dijon. A cette occasion, il a présenté le Festival ALIMENTERRE aux gérants de magasins. Ces interventions ont eu un effet sur la mobilisation des magasins. Elles ouvrent le festival à un public davantage axé sur la protection de l'environnement ou l'économie sociale et solidaire. Grâce à la projection d'un film présentant la Politique agricole commune, des rapprochements ont été établis avec la Confédération paysanne et sa campagne « Envie de paysans ».

Le renforcement de coordinations territoriales, le partenariat avec Biocoop et la mobilisation toujours croissante de l'enseignement agricole et des têtes de réseaux associatives favorisent l'augmentation de la participation d'acteurs locaux (de 700 en 2013 à 900 en 2014), qui ont organisé un grand nombre de séances (+ 25 % par rapport à 2013). Ces indicateurs montrent que la stratégie d'alliances avec d'autres permet de mobiliser un plus grand nombre, une plus grande diversité d'acteurs pour agir en faveur d'une agriculture familiale locale et durable.

Le Prix ALIMENTERRE ouvre de nouveaux partenariats

Le Prix ALIMENTERRE, concours de films courts à destination des 14-25 ans, organisé en 2013/2014 en partenariat avec la Direction générale de l'enseignement et de la recherche du Ministère de l'agriculture, l'agroalimentaire et la forêt, a ouvert le CFSI à un nouveau partenaire : la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme (FNH). Ce résultat est issu de collaborations ponctuelles entre les 3 structures sur d'autres sujets (le CFSI et la FNH sur la réforme de la PAC par exemple) et la rencontre d'une volonté commune de sensibiliser le jeune public aux enjeux agricoles et alimentaires. La participation de la FNH a permis une diffusion de l'information sur le Prix à un nouveau plus public, plus sensible aux enjeux environnementaux que de solidarité internationale.

Zoom sur le festival ALIMENTERRE 2014

Le Festival s'inscrit dans les événements de l'Année internationale de l'agriculture familiale

Du 15 octobre au 30 novembre 2014 : près de 1 200 séances

Au programme : 6 films

A l'animation : 900 acteurs dans 12 pays et sur 3 continents

Avec la participation de 67 000 spectateurs (+ 25 % par rapport à 2013), dont 39 % de public scolaire

Grâce à l'engagement de plus de 280 établissements scolaires dont 48 % de l'enseignement agricole

59 % des séances déclenchent une envie d'agir chez les participants.



Coordonné par :
le Comité Français pour
la Solidarité Internationale
www.cfsi.asso.fr

Dans le cadre de :
La France s'engage

Avec le soutien de :
afd

En partenariat avec :
Fondation
LÉA NATURE
JARDIN BIO

biocoop

la solidarité internationale

Alternatives
Economiques

FOR THE
PLANET

Le présent document bénéficie du soutien financier de l'Agence Française de Développement et de la Fondation Léa Nature Jardin Bio. Les idées et les opinions présentées sont celles du CFSI et ne représentent pas nécessairement celles de l'Agence Française de Développement et de la Fondation Léa Nature Jardin Bio.

Le centre de ressources ALIMENTERRE : un outil au service de tous

Le centre de ressources consolide sa position...

La fréquentation du centre de ressources www.alimenterre.org reste soutenue avec une progression de 30 % de visites sur l'année 2014 par rapport à 2013. Le site a été visité plus de 90 000 fois. De nombreuses nouveautés ont été mises en ligne tout au long de l'année (150 ressources, 152 événements dans l'agenda, 22 brèves d'actualité). Il remplit sa mission de sensibilisation du public en dehors de la période du Festival de films ALIMENTERRE avec une fréquentation stable tout au long de l'année. La part des visites depuis l'étranger (et les DOM) approche la barre symbolique des 50 %. De nouveaux partenariats sont en cours comme avec le site ressources de l'Economie sociale et solidaire (socioeco.org) qui a exprimé son souhait d'alimenter sa plateforme avec les ressources ALIMENTERRE. Il sera opérant en 2015.

... et améliore ses services

L'ergonomie du site a été revue pour faciliter l'accès aux ressources et les recherches sur la banque de films. L'agenda est devenu collaboratif. Les membres du CFSI y ont diffusé leurs événements. Les ressources (études et vidéos) de membres ont été mises en avant. 7 emailing informant les abonnés au site, les membres du CFSI et le réseau ALIMENTERRE des dernières ressources disponibles ont été envoyés.

Le centre de ressources renforce ses liens avec l'Afrique de l'Ouest

L'internationalisation des visites est liée au développement de la rubrique « Innovations pour nourrir les villes en Afrique de l'Ouest ». Elle s'est enrichie avec 11 nouvelles fiches-entretien et 15 nouvelles fiches-innovation issues de la capitalisation du Programme de promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao). Les innovations décryptées nourrissent la réflexion collective et font émerger localement des solutions adaptées aux contextes. Le Roppa (Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest) les a partagées sur sa page Facebook. 3 lettres d'information « Nourrir les villes » ont été envoyées aux porteurs de projets et aux personnes intéressées par les enseignements des expériences soutenues par le programme.

Cohérence des politiques pour le développement

Le plaidoyer du CFSI vise à promouvoir des politiques européennes cohérentes avec le développement de l'agriculture familiale et respectueuses du droit à l'alimentation notamment en Afrique de l'Ouest. Il cible les institutions françaises et les membres français des institutions européennes. L'accélération en 2014 des négociations de l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne a conduit le CFSI à s'impliquer fortement pour éviter la conclusion de cet APE. L'accord est en effet incohérent avec le développement de l'Afrique de l'Ouest¹.

¹ Lire en particulier le document de position de CONCORD, coordonné et rédigé par le CFSI en 2015 : <http://www.cfsi.asso.fr/thematique/ape-accord-profit-europe>

Le plaidoyer du CFSI est structuré autour de 3 axes :

- développer une expertise innovante sur la base de consultations pluriacteurs pour contribuer au positionnement de la société civile et fournir des propositions aux décideurs ;
- renforcer l'action collective de la société civile européenne pour exercer une influence plus grande sur les décisions politiques ;
- accroître les partenariats avec la société civile ouest-africaine pour renforcer la légitimité, la pertinence et l'efficacité du plaidoyer du CFSI vis-à-vis des institutions françaises et européennes.

Des accords commerciaux aux lourdes conséquences sur la production locale

Le 15 octobre 2014, le CFSI, le GRET et ISF ont organisé l'atelier « Approvisionner les villes ouest-africaines en lait local ». Cette rencontre s'est déroulée dans le cadre du séminaire annuel du programme de promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (PAFAO). Des professionnels ouest africains et français ont débattu des opportunités et des contraintes pour développer les filières ouest-africaines. Les intervenants ont présenté des initiatives

« Pour moi, APE veut dire : accélération de la pauvreté des éleveurs » dénonce la responsable d'une organisation d'éleveuses sénégalaises.

innovantes montrant le fort potentiel de ce secteur. Ils ont aussi souligné les contraintes que rencontrent les producteurs africains. Elles sont à la fois externes et internes (par exemple, soutiens faibles et souvent inadaptés des gouvernements). Certes, le besoin d'importer du lait en poudre a été reconnu, la production locale étant insuffisante pour satisfaire les besoins des consommateurs. Mais le manque de protection commerciale pour limiter la concurrence d'importations subventionnées par les pays producteurs – en particulier par l'Europe - et vendues à bas prix en Afrique de l'Ouest, a été souligné. L'APE, qui supprimera les faibles droits de douane existants vis-à-vis des importations de lait en poudre provenant de l'UE et interdira d'en rétablir à l'avenir, a été mis en cause.

Ces débats ont contribué aux argumentaires pour le plaidoyer mené sur les APE. Ils ont également identifié des questions à approfondir, élaborées avec le GRET et ISF. Des financements sont recherchés en 2015 pour mener une étude permettant d'affiner nos analyses.

Un collectif pour renforcer l'action collective de la société civile européenne

Après plusieurs années d'enlisement des discussions, le paraphe de l'APE UE-Afrique de l'Ouest en juin 2014 par les négociateurs des deux régions, a conduit les sociétés civiles ouest-africaines et européennes à se remobiliser afin d'empêcher la signature puis la ratification de l'Accord, cette dernière le rendant définitif.

En France, un collectif informel animé par le CFSI s'est mis en place. Il compte plusieurs membres du CFSI (CGT, GRET et, de manière plus ponctuelle, la Fédération Artisans du Monde) ainsi que la Confédération paysanne, Coordination Sud, AITEC et Solidarité. Il agit en collaboration avec les organisations ouest-africaines et européennes mobilisées sur ce sujet.

Accroître les partenariats avec la société civile ouest-africaine

L'atelier d'octobre 2014 sur le développement des filières « lait local » en Afrique de l'Ouest a été l'occasion de partager des expériences et des analyses précieuses pour le plaidoyer sur l'APE.

En décembre 2014, le CFSI et SOS Faim Belgique ont organisé une journée de travail avec des responsables du ROPPA, le Réseau des organisations de paysans et de producteurs d'Afrique de l'Ouest, pour préparer des rendez-vous avec des membres de la Commission du commerce international du Parlement européen. Ils ont permis au ROPPA de présenter directement ses analyses et ses propositions à des eurodéputés français, belges et d'autres pays européens appartenant aux principaux groupes politiques. Ces premiers contacts avec des parlementaires, parfois élus pour la première fois en mai 2014, font l'objet d'un suivi en 2015.

2014 : les droits des paysans progressent

En 2012, le Conseil des droits de l'homme a décidé de rédiger une Déclaration des Nations unies des droits des paysans. Cette Déclaration vise à codifier les droits existants, éparpillés dans plusieurs textes internationaux, afin de les faire connaître et d'améliorer leur respect. Elle a également pour but de formaliser des droits naissants tels que les droits à la terre et aux semences. Les pays européens, dont la France, avaient voté contre.

Pour obtenir une position plus constructive de la part des autorités françaises, le CFSI et la Confédération paysanne ont mis en place un collectif informel auquel participent Coordination SUD, FIAN et le Secours Catholique. En 2014, le CFSI a organisé une rencontre avec le sous-directeur chargé des droits de l'homme au Ministère des affaires étrangères (MAE) puis un atelier avec Coordination SUD, le MAE et le Ministère de l'agriculture pour le Groupe interministériel sur la sécurité alimentaire (GISA). Ces actions ont contribué à l'évolution de la position de la France qui s'est finalement abstenu au lieu de s'opposer à la rédaction de la déclaration lors d'un vote sur ce sujet au Conseil des droits de l'homme en juin 2014.

4. COOPERER AUTREMENT

Un nouveau programme pour les membres du CFSI : Coopérer autrement en acteurs de changement

S'inscrivant dans la suite du programme « Société civile et participation » achevé début 2014, le programme Coopérer autrement en acteurs de changement (CAAC) a débuté en mai 2014 pour une durée de 4 ans. Il s'adresse aux membres du CFSI et ambitionne de renforcer le CFSI en tant que plateforme pluri-acteurs. Il vise à contribuer à la lutte contre les inégalités sociales et à la défense des droits humains.

La solidarité comme réponse aux défis de la mondialisation

Le programme CAAC expérimente des approches innovantes basées sur le postulat suivant : la solidarité comme lien social est la réponse aux défis posés par le contexte mondial actuel. Celui-ci se caractérise par la globalisation, une forte interdépendance des territoires et des enjeux, et une tendance aux replis identitaires.

Territoires et sociétés s'unissent autour de valeurs partagées

Le programme vise à relier des territoires et des sociétés ici et là-bas. Il promeut le développement d'approches pluri-acteurs, entre secteur associatif, pouvoirs publics et secteur économique marchand, qu'il relève ou non de l'économie sociale et solidaire. Pour le CFSI, des compromis entre ces acteurs de changement peuvent favoriser des évolutions positives pérennes.

Ensemble dans la confiance, contre les inégalités et pour les droits humains

Le programme lutte contre les inégalités et promeut les droits humains ici et là-bas grâce à des stratégies partenariales innovantes et des cadres de concertation. Il se décline autour d'opérations pilotes menées par les membres du CFSI et leurs partenaires. Des activités collectives (conférences, séminaires et ateliers) permettent d'apprendre, de prendre du recul sur les pratiques pour évoluer.

2014, définition des thématiques et préparation des opérations pilotes

Les membres du CFSI ont identifié collectivement les thématiques sur lesquelles ils vont tester ces nouvelles pratiques. Elles ont été retenues pour l'appel à opérations pilotes lancé en juin. Une dizaine de membres ont identifié, ici et là-bas, des partenaires, développé de nouvelles alliances et construit un projet commun dont les activités se dérouleront sur les territoires français et les territoires des partenaires. Cette stratégie oblige à s'interroger sur les enjeux qui touchent toutes les sociétés mais qu'elles abordent parfois très différemment : l'insertion socio-économique, la mobilité / les migrations, le développement local, les pratiques de l'économie solidaire.

Un Comité d'orientation stratégique a été mis en place et se réunit une fois par an. Il comprend des membres du CFSI, des personnes ressources d'ici et de là-bas et également l'Agence Française de développement et la Fondation Abbé Pierre qui cofinancent le programme.

Programme Concerté Pluri Acteurs Jousour

Le programme Jousour rassemble 134 organisations algériennes et françaises engagées en faveur de l'enfance et de la jeunesse. L'année 2014 a été une année de consolidation des acquis. Elle a constitué une étape charnière pour Jousour tant en termes de mise en réseau que d'innovation.

Une capacité d'innovation confirmée et reconnue

Jousour est un formidable laboratoire d'innovation sociale. L'année 2014 a été marquée par la duplication à un échelon national, par les services déconcentrés de l'Etat ou les ministères, de dispositifs conçus et déployés par des associations algériennes à l'échelon local. Dans le même temps, la quasi-totalité des 39 initiatives soutenues par Jousour dans le cadre de ses différents fonds d'appui laissent la part belle au renouvellement et à l'innovation. Il en est ainsi de l'initiative développée par l'association AHLA à Tizi-Ouzou qui vise à ouvrir une maison de santé et aussi du projet mis en œuvre par Bel Horizon à Oran sur la formation de médiateurs culturels, métier jusque-là inconnu en Algérie. La notoriété et la qualité des actions développées par les associations allant grandissantes impactent largement sur leurs bases sociales (élargissement et renouvellement) et sur leurs assises financières : aujourd'hui, certaines d'entre elles conventionnent sur la durée avec des Ministères et réussissent à obtenir des financements d'entreprises privées nationales ou de proximité.

Un espace de mises en réseaux et d'impulsion partenariale

Jousour constitue également un véritable espace de rencontre et de déconstruction des représentations. Il facilite les mises en réseaux d'acteurs pluriels issus de territoires différents. Il favorise l'alliance entre des organisations qui développent, avec ou sans son soutien, des projets en partenariat à l'échelon national ou international. Un certain nombre d'activités impulsent des dynamiques collectives territoriales. A Béjaïa et à Oran, deux rencontres régionales portant sur la jeunesse, la citoyenneté et l'utilité sociale des associations ont réuni plus de 150 participants : acteurs associatifs, élus, représentants de services déconcentrés de l'Etat et chercheurs.

L'année 2014 a également été marquée par le développement et la consolidation d'alliances et de partenariats entre associations algériennes et françaises. Ainsi six projets menés dans le cadre du Fonds d'appui aux projets mobilisent des partenaires français et treize projets sur quatorze associent les pouvoirs publics et/ou les services déconcentrés de l'Etat. Dans le même temps, 4 projets conduits dans le cadre de partenariats entre associations algériennes et françaises membres de Jousour ont été mis en œuvre avec le soutien de bailleurs extérieurs, le Programme ayant facilité leurs rapprochements. A titre d'exemple, à Constantine, l'association le Flambeau vert de l'Environnement a impulsé une initiative portant sur l'animation socio-éducative avec les Francas. Cette initiative a mobilisé 9 associations dont 6 membres de Jousour.

De l'agir ensemble pour l'enfance et la jeunesse à l'agir ensemble pour l'enfance et avec la jeunesse

Dans un pays où 70 % de la population a moins de 30 ans, l'insertion sociale, économique et citoyenne des jeunes concentre une somme d'enjeux. Progressivement, les associations algériennes de Jousour ont évolué dans leur approche de la jeunesse. Si hier, la majorité des membres développait des actions pour la jeunesse, leurs pratiques sont aujourd'hui différentes. Les jeunes, loin d'être considérés comme des bénéficiaires, sont devenus

acteurs de leurs propres projets de solidarité. Le fonds d'appui aux initiatives jeunesse a permis à des groupes de jeunes de mettre en œuvre 16 actions. Jousour soutient également 4 projets de Conseil consultatif de Jeunes. Une association telle que l'Etoile Culturelle d'Akbou encourage et accompagne leur développement à Béjaïa mais aussi sur d'autres territoires tels que Constantine ou Batna. Ce faisant, elle impulse une dynamique visant à offrir aux jeunes des espaces de construction et de mobilisation citoyenne afin qu'ils investissent l'espace public tout en étant force de propositions pour améliorer la qualité de services aux populations à l'échelon local. Dans le cadre d'un projet soutenu par le Fonds d'Appui aux Initiatives Locales, les jeunes de l'association Tichy la verte ont, interpellé avec succès leurs élus afin de créer un service environnement au sein de cette collectivité locale.



Les Nomades algériens - Oran

Enjeux et défis communs – Table ronde co-organisée avec Cités Unies France et la ville d'Aubervilliers : « France-Algérie : regards croisés sur la culture, instrument de mobilisation privilégié d'une jeunesse citoyenne et solidaire »

Sur les deux rives de la Méditerranée, la mobilisation d'une jeunesse citoyenne et solidaire constitue un enjeu d'importance. La culture (cinéma, théâtre, lecture, musique, vidéo) est l'un des instruments privilégiés de cette mobilisation et de son expression. Nombre de projets portés par des jeunes et/ou développés en leur faveur sont soutenus par Jousour et témoignent de ces solidarités de proximité avec des publics précarisés ou marginalisés qui renforcent globalement les liens sociaux.

Cette table ronde a réuni, le 3 décembre 2014, plus de 100 personnes dans la salle du Conseil municipal d'Aubervilliers. Elle était conçue comme un espace d'échanges entre jeunes algériens et français porteurs de projets et d'engagements citoyens et solidaires. Elle a valorisé l'investissement d'une jeunesse actrice de la vie de la cité tant en Algérie qu'en France.

Programme Concerté Pluri Acteurs Congo

Le Programme concerté Pluri Acteurs Congo (PCPA) démarré en 2008 rassemble 120 organisations congolaises et françaises. Il vise à renforcer la société civile congolaise dans sa participation aux politiques publiques à travers les enjeux suivants :

- l'accompagnement des organisations de la société civile (OSC) afin qu'elles soient plus crédibles et exemplaires ;
- l'appui à la structuration et au développement d'expertises collectives ;
- le renforcement de la contribution de la société civile congolaise au développement de leurs territoires.

L'engagement associatif au Congo

Le PCPA a identifié 7 OSC et animateurs associatifs qui désirent s'engager sur les chemins du changement. Ils ont identifié et priorisé leurs besoins et sont accompagnés pour renforcer leur vie associative, réfléchir sur leur positionnement, améliorer leurs outils de gestion, leurs connaissances techniques, être plus efficaces et devenir de réels acteurs de changement social.

Quand les plates formes thématiques s'engagent

Les activités de formation et d'échanges des cinq plateformes thématiques mises en place en 2011, se sont poursuivies pour aboutir fin 2014 à l'identification de thématiques d'intérêt général sur lesquelles, elles appuieront de futures actions collectives. Les dynamiques entre OSC sont récentes et prometteuses. Elles accroissent la représentativité et la légitimité de la société civile qui, organisée, augmente ses chances d'être entendue. Le programme entend les appuyer et les renforcer.

Le nouveau processus de capitalisation lancé cette année, est centré sur les pratiques de concertation entre OSC. La plateforme « Education, formation, insertion » souhaite s'investir collectivement dans le domaine de la formation qualifiante. Les OSC de la plateforme « Groupes vulnérables et droits humains » veulent donner plus d'échos aux actions déjà menées par plusieurs d'entre elles sur le suivi et l'évaluation des conditions carcérales. Le contrôle de la qualité de l'eau distribuée par des opérateurs privés et communautaires est le sujet choisi par la plateforme « eau et assainissement », tandis que les OSC de la plateforme « Développement rural et agriculture » veulent faire un état des lieux des financements de l'agriculture au Congo. Enfin, la plateforme « Santé » veut analyser l'applicabilité de la prise en charge des personnes vivant avec le VIH/Sida en termes de disponibilité des médicaments et autres produits médicaux.

Le développement local au service des populations

Au niveau territorial, 13 processus de concertation réunissent les OSC membres, les pouvoirs publics mais aussi de nombreux représentants des populations et personnes ressources. Des priorités de développement local émergent progressivement : elles seront ensuite mises en œuvre par les OSC avec l'appui du PCPA.



Suivre et évaluer pour mesurer les changements

Dernier élément nouveau en 2014 : la mise en place d'un dispositif de suivi évaluation orienté changement. Le PCPA est un programme complexe, dont les objectifs sont essentiellement tournés vers le renforcement des capacités/compétences. Les outils classiques de gestion de projet analysent l'atteinte des activités et des résultats mais ne sont pas adaptés pour mesurer les effets du PCPA sur son environnement. Ceci sera à terme possible grâce à un nouvel outil élaboré de façon participative en 2014.

Regards croisés sur la concertation locale France-Congo

Le Congo était l'invité d'honneur des 6ème Assises de la coopération décentralisée et de la solidarité des Yvelines, département membre du PCPA. Plusieurs membres congolais du programme ont participé aux ateliers thématiques autour de nombreux projets de coopération et présenté leurs initiatives. Ils ont notamment animé avec le conseil général et des associations françaises une table ronde « La concertation pour le développement local pour de meilleures interactions entre pouvoirs publics et société civile ? ». Cet échange a mis en regard les expériences de concertation dans le département des Yvelines et au Congo. Il a été intéressant de constater que les défis ici et là-bas sont du même ordre : construire et renforcer la confiance entre des acteurs différents (les élus, les salariés de l'administration, les organisations de la société civile et les citoyens) pour co-construire des actions efficaces au service des citoyens.

RAPPORT FINANCIER

Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI

Le CFSI est une plateforme qui regroupe des organisations impliquées dans la solidarité internationale. Ses activités s'organisent autour de ses deux missions sociales : agriculture et alimentation, société civile et participation. Elles se concrétisent par le soutien financier à des actions réalisées principalement en Afrique. Les membres et les partenaires du CFSI les mettent en œuvre grâce à l'engagement solidaire des donateurs du CFSI et aux fonds octroyés par des bailleurs privés et publics, notamment l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union européenne. Pour chacun des programmes, un comité comprenant des intervenants bénévoles spécialisés sur une thématique (ex agriculture et alimentation), des représentants d'organisations membres et des salariés du CFSI sélectionne les propositions de projets. Le bureau du CFSI, composé de 5 personnes élues en assure la validation. Chaque action fait l'objet d'une convention avec le porteur. Elle est alors suivie de manière précise et s'intègre à des programmes plus globaux. Ceux-ci peuvent faire l'objet d'évaluations externes ou d'audits. Un cabinet d'audit a contrôlé les comptes de 2 programmes du CFSI (PCPA Congo et Société civile et participation). L'équipe salariée anime des réunions de partage d'expériences pour tirer les enseignements des activités menées. Avec l'appui d'un réseau d'associations, elle organise la campagne **ALIMENTERRE** pour sensibiliser les consommateurs et les décideurs aux enjeux d'une agriculture et d'une alimentation durable et solidaire.

Les emplois et les ressources de l'exercice 2014

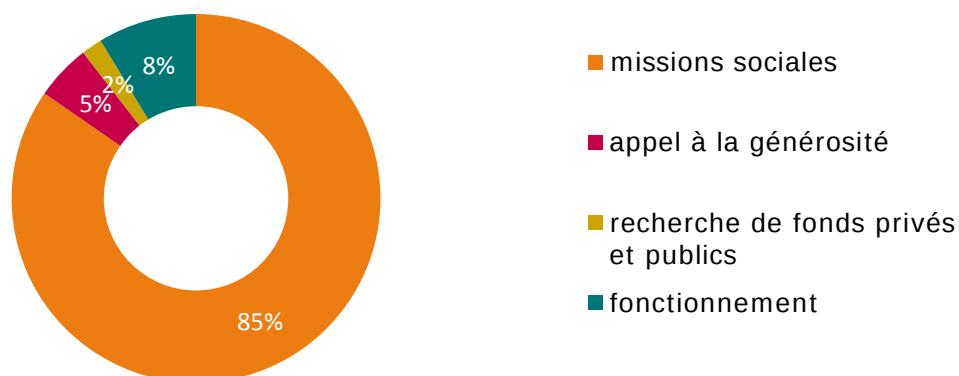
EMPLOIS EN EUROS	Emplois 2014	en %	Affectation générosité 2014	en %
Agriculture et alimentation	1 045 122		265 600	
Société civile et participation	2 090 503		44 995	
Total des missions sociales	3 135 625	85%	310 595	50%
Appel à la générosité	180 299	5%	180 299	29%
Recherche de fonds privés et publics	68 108	2%		
Fonctionnement	320 592	8%	128 562	21%
Total des emplois de l'exercice	3 704 624	100%	619 456	
Engagement à réaliser sur les ressources affectées	924 591			
Excédent des ressources de l'exercice	2 314			
TOTAL GENERAL DES EMPLOIS	4 631 529		619 456	100%

Les emplois de l'exercice concernent :

- les missions sociales définies par le conseil de direction en 2010 : agriculture et alimentation, société civile et participation. Elles incluent les frais de mise en œuvre et de suivi des différentes actions menées et représentent 85 % des emplois ;
- les frais d'appel à la générosité du public, c'est-à-dire les dépenses liées à l'information des donateurs (au maximum 4 courriers par an) et à la recherche de nouveaux donateurs ;
- le temps de travail dédié à la recherche de fonds privés et publics pour établir des dossiers de demandes de financement et des comptes rendus techniques et financiers ;

- le fonctionnement qui inclut la vie associative, les frais de gestion générale de l'association (locaux, services administratifs) et la communication institutionnelle ;
- les engagements à réaliser sur les ressources affectées reflètent les engagements du CFSI sur la durée. En fin d'année, les fonds affectés à des actions pluriannuelles mais non encore utilisés sont comptabilisés en engagements. Ils sont utilisés l'année suivante pour poursuivre les projets.

Répartition des emplois 2014



RESSOURCES EN EUROS	Ressources 2014	en %	Suivi des fonds issus de la générosité du public
Report des ressources collectées auprès du public non utilisées en 2013			115 363
Dons et legs	566 941	14%	566 941
Subventions privées	786 485	18%	
Autres produits	323 175	7%	
Sous total fonds privés	1 676 601	39%	
Subventions publiques	2 639 717	61%	
Sous total fonds publics	2 639 717	61%	
total ressources exercice	4 316 318	100%	
Report des ressources non utilisées	315 212		
Variation des fonds dédiés collectés auprès du public			52 457
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	4 631 529		619 397
Total des emplois financés par la générosité			619 456
Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice			115 304

Les ressources de l'exercice proviennent des fonds privés (39 % des ressources) et des fonds publics (61 %).

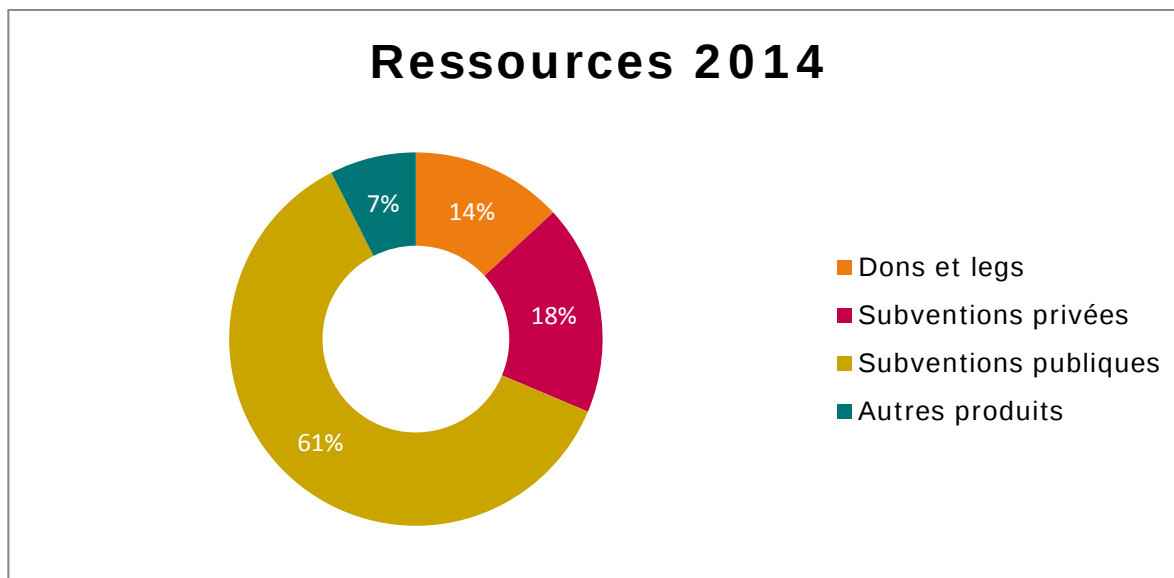
Les fonds privés comprennent :

- des dons et legs : 45 % des donateurs du CFSI effectuent un don régulier mensuel ou trimestriel par prélèvement ;
- des subventions privées qui correspondent à des soutiens de fondations, notamment de la Fondation de France et de fondations sous égide ;
- les autres produits qui incluent les cotisations des membres du CFSI, les participations financières des membres et des partenaires à des programmes et les produits financiers.

Les fonds publics proviennent de l'Agence Française de Développement et de l'Union européenne. Ils financent les activités menées dans le cadre des missions sociales. Une part réduite de ces subventions finance le fonctionnement (pourcentage fixé par les bailleurs).

L'utilisation des fonds issus de la générosité du public

En 2014, le CFSI a utilisé 619 456 € de fonds issus de la générosité du public. Ce montant est légèrement supérieur au montant collecté durant l'année (566 941 €) car il inclut l'utilisation de ressources antérieures. Le CFSI a affecté 310 591 € aux missions sociales, par ordre d'importance aux actions de soutien à l'agriculture familiale puis aux actions liées au programme société civile et participation. 180 299 € ont été utilisés pour l'information des donateurs et la recherche de nouveaux donateurs. Ces dépenses sont inférieures à celles inscrites au budget prévisionnel voté par l'assemblée générale. Le solde, soit 128 562 € est imputé aux dépenses de fonctionnement.



Le bilan du CFSI

ACTIF EN EUROS	31/12/2013	31/12/2014	PASSIF EN EUROS	31/12/2013	31/12/2014
Actif immobilisé	28 879	26 705	Réserves	409 104	411 418
Créances (dont produits à recevoir)	5 373 082	4 601 698	Fonds dédiés	2 244 034	2 853 414
Trésorerie	1 669 713	3 064 985	Dettes	3 220 482	3 321 657
Charges constatées avance	2 041 967	2 584 283	Produits constatés avance	3 240 021	3 691 182
TOTAL ACTIF	9 113 641	10 277 671	TOTAL PASSIF	9 113 641	10 277 671

Le bilan présente la situation financière de l'association à la date de la clôture de l'exercice. L'augmentation du total du bilan reflète les principes d'action du CFSI. Pour être efficace, le CFSI inscrit ses missions dans la durée avec ses organisations membres ou des partenaires. Ceci se traduit par une augmentation des charges constatées d'avance. Elles sont soutenues par des bailleurs de fonds d'où une progression des produits constatés d'avance, des fonds dédiés et des produits à recevoir (autrement dit, les fonds versés une fois les dépenses justifiées).

Les réserves du CFSI (fonds propres inscrits au bilan / total mensuel des emplois hors dotation aux engagements) correspondent à 1,3 mois d'activités. Ce ratio est globalement équivalent à celui de 2013 et n'est pas suffisant pour assurer la pérennité des actions du CFSI.

Certification des comptes : les comptes de l'exercice 2014 ont été certifiés par Doucet, Beth et associés, représenté par M Christophe Beth, commissaire aux comptes du CFSI.

Publication des comptes : les comptes détaillés sont déposés chaque année sur le site du Journal Officiel. Ils sont disponibles sur le site Internet du CFSI www.cfsi.asso.fr et sont envoyés par courrier sur simple demande.

Agrément : en 2013, le Comité de la Charte du don en confiance a renouvelé l'agrément triennal du CFSI. Le Comité de la Charte du don en confiance est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Depuis plus de 20 ans, le Comité a élaboré un ensemble de règles de déontologie regroupées dans une Charte reposant sur quatre grands principes : fonctionnement statutaire et gestion désintéressée, rigueur de la gestion, qualité de la communication et de la collecte de fonds, transparence financière. Les organisations agréées s'engagent à respecter cette Charte et le Comité en contrôle l'application. Pour en savoir plus : www.comitecharte.org.

ANNEXES

Liste des projets sélectionnés en 2014

Nourrir les villes en Afrique de l'Ouest

PAYS ACTION	Porteur	Partenaire	Titre de l'action	Montant attribué	Durée en mois
Financement CFSI et Agence Française de Développement					
Bénin	URP-AL	AGRITERRA	L'agriculture familiale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sud-Bénin	32 065 €	18
Bénin	GERME	CIRAD	Diffusion et mise en marché des meilleures variétés de bananes plantain	34 769 €	18
Bénin	CIDEV	PU	Appui à la vente de dérivés du manioc par les femmes de Dogbo	35 000 €	18
Burkina Faso	UPROMABIO	ARDEAR-RA	Appui aux vergers de manguiers familiaux par les points locaux de ventes à Bobo Dioulasso	14 807 €	12
Burkina Faso	UNMFR/BF	UNMFREO	Valorisation et distribution des céréales et légumineuses locales	19 692 €	18
Cap Vert	ESSOR	ORAC SN	Promotion de la transformation agro-alimentaire artisanale au Cap-Vert.	35 000 €	18
Côte d'Ivoire	RONGEAD	CHIGATA	Promotion et commercialisation de la Banane Plantain et du Manioc	34 984 €	17
Guinée	ANG	FMBB	Appui au développement des activités de la Fédération des Maraîchers Bowé-Badiar	31 000 €	20
Guinée	GRET	FPFD	Améliorer l'approvisionnement de la ville de TimbiMadina en produits maraîchers locaux	35 000 €	18
Mali	AT	UGM	Promotion de la filière agroécologique au Mali	25 000 €	18
Mali	RHK	GRDR	Valorisation des produits horticoles par l'accès à l'information	34 911 €	18
Niger	IRAM	KARKARA	Partenariat stratégique pour les produits laitiers du Niger	29 548 €	18
Niger	EV	APJD	Appui aux groupements agricoles féminins pour nourrir les familles de miniers	25 000 €	24
Sénégal	GRDR	AGB	Renforcer l'accès et la compétitivité des produits agroalimentaires ruraux	35 000 €	17
Togo	ESF	OADEL	Valorisation des produits agricoles locaux transformés auprès des populations urbaines pauvres	32 223 €	16
Togo	ETD	TDH	Promotion de la production maraîchère (préfecture de Vo)	35 000 €	18

PAYS ACTION	Porteur	Partenaire	Titre de l'action	Montant attribué	Durée en mois
Financement CFSI, Agence Française de Développement et Fondation de France					
Sénégal	ENDA PRONAT	ENDA EUROPE	Circuits courts de vente des fruits et légumes sains à Dakar.	34 792 €	18
Sénégal	UGPN	CISV	Panier en portion hebdomadaire familiale	29 728 €	16
Financement Fondation de France					
Bénin	IR	LARES	Eclairer les décideurs ouest-africains sur le rôle des organisations interprofessionnelles pour alimenter les marchés urbains par l'agriculture familiale	50 000 €	36
Burkina Faso	GESTM	WP	Appui à la filière de miel sur Béré (commune rurale)	45 000 €	36
Burkina Faso	FNGN	AFDI PL	Mise en marché des produits maraîchers de qualité par les exploitations familiales	50 000 €	36
Burkina Faso	APESS	GRET	Plaidoyer des Eleveurs pour Nourrir les villes d'Afrique de l'Ouest - PENAO	50 000 €	36
Burkina Faso	APME2A	CIDR	Structuration et développement de la filière soja dans l'ouest	45 735 €	36
Côte d'Ivoire	SIAD	ONDB	Structuration et renforcement des actrices des filières vivrières sur l'axe Oumé-Abidjan en Côte d'Ivoire	50 000 €	36
Guinée Bissau	UNIVERS-SEL	APROSAL	Développement de la saliculture solaire en région Oio (DESASORO)	30 000 €	26
Mali	ARCADE	RAFCRB	Filière locale échalote séchée et lien rural-urbain	48 000 €	36
Mali	SOS FAIM BELGIQUE	SEXAGON	La riziculture familiale durable au service de l'alimentation des villes maliennes	49 546 €	36
Mali	ICD	CIDR	Mise en place d'une ESOP volailles pour l'accès des femmes avicultrices de Kati au marché	50 000 €	36
Mauritanie	GRDR	AMAD	Appui à la Promotion de l'Agriculture Familiale dans le Gorgol (PAPA-FG)	49 708 €	36
Sénégal	GRDR	CRCR	Promotion des produits locaux et durables dans la restauration collective scolaire en région de Dakar	49 973 €	36
Togo	AVSF	INADES Togo	Intensification écologique de la production agricole et approvisionnement des villes	50 000 €	36

ALIMENTERRE

ORGANISATION	Localisation	Montant
Financement CFSI, Agence Française de Développement et Fondation Daniel et Nina Carasso		
Association Champenoise de Coopération Inter Régionale	Champagne	1 500 €
Anis Etoilé	Auvergne	2 150 €
Artisans du Monde Bourg-en-Bresse	Ain	600 €
Cap Solidarités	Nord-Pas de Calais	2 100 €
Centraider	Centre	2 050 €
CICODES	Finistère	800 €
Coopération Atlantique - Guinée 44	Pays de la Loire	1 500 €
Centre de ressources sur la Solidarité Internationale, le Développement durable, du local au global,	Morbihan	800 €
Collectif Régional des Organisations de Solidarité Internationale	Midi-Pyrénées	1 900 €
E'changeons le Monde	Hautes-Alpes	800 €
GAS	Picardie	1 500 €
Horizons Solidaires	Basse-Normandie	2 000 €
KuriOz	Poitou Charentes	2 000 €
Lafi Bala	Languedoc Roussillon	2 100 €
Les Colporteurs	Bourgogne	700 €
LOR-SUD	Lorraine	700 €
Maison des droits de l'Homme de Limoges	Limousin	1 000 €
RADSI	Aquitaine	2 100 €
RECIDEV	Franche Comté	2 100 €
Starting Block	France	1 350 €
EPLEFPA de Fontaines	Bénin	1 150 €
Echange Nord SUD	Sénégal	1 150 €
RECIDEV	Togo	1 100 €
TOTAL ALIMENTERRE		33 150 €

ALGERIE

PORTEUR	Intitulé de l'action	Montant attribué	Durée en mois
Financement CFSI, Agence Française de Développement et Fondation de France			
Association de solidarité et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion « El Ghaith »	L'apprentissage à la citoyenneté dans les établissements scolaires	12 232	9
Association d'activité de jeune Ait Laaziz	La caravane verte de jeune artiste	6 798	11
Association Etoile Culturelle d'Akbou	Jeunes au-delà des stéréotypes et préjugés	11 088	11
Association Cirta Oxygène	Promotion des droits des enfants	10 050	11
Les nomades Algériens	Le conseil consultatif des étudiants	10 437	14
Association Etoile Culturelle d'Akbou	Ecocitoyenneté active des jeunes par le tourisme et la sensibilisation de la population à l'environnement.	10 925	12
Association « IMC NOUR »	Action jeune autour d'enfants en situation de handicap à Oran	11 217	10
Association Kenza pour la promotion de la femme rurale	Prise en charge des enfants de femmes divorcées	11 131	13
Scouts Musulmans Algériens Biskra	Soit volontaire... Sers ton pays	7 948	12
Association humanitaire Tudert	Les conseils communaux de jeunes, un moyen pour renforcer l'engagement des jeunes pour l'éducation environnementale et citoyenne	12 220	11
Association Wafa des parents d'enfants en difficultés mentales	La jeunesse au service de l'enfant autiste	11 672	11
Association Féminine Aicha Oum El-Mouminine	Les phalanges créatives	8 762	11
El Ikram pour l'Orientation et l'Animation des Jeunes de Annaba	Renforcement du dialogue démocratique entre les représentants étatiques et non étatiques par la participation des jeunes au développement local	9 162	12
Fédération Algérienne des Personnes Handicapées	Génération Geek, la voie du Héros	12 194	11
Association INFO-COM, jeunes de Guelma	Sensibilisation pour une jeunesse citoyenne engagée à Guelma	7 571	11
Association Défi et Espoir contre les Myopathies	Sport loisir et intégration	9 293	11
Association de Wilaya pour l'insertion scolaire et professionnelle des trisomiques de Bejaïa	Contribution à l'amélioration de la scolarisation des enfants trisomiques de la wilaya de Bejaïa	5 164	10
Association Etoile culturelle de Bouhamza	Formation en technique d'élevage de vache laitière et apiculture au profit des jeunes exclus du système scolaire	4 638	9
Association Locale Femme Artiste	Création d'ateliers d'arts plastiques pour jeunes talents	4 999	9
Association Scientifique Aster	L'œil sur notre univers	3 400	11
Association culturelle et cinématographique	Cinéma de l'enfant	5 127	10
Association culturelle et écotouristique les Aiguades	Eveil et citoyenneté	5 149	7

PORTEUR	Intitulé de l'action	Montant attribué	Durée en mois
Association ikhoulaf des enfants victimes de séparation conjugale Akbou	Pour le respect des droits de l'enfant	4 240	10
Association Ecologique Tichy la Verte	Formation des jeunes pour participer à la préservation et la sauvegarde de patrimoine écologique et culturel communal	3 061	11
Association pour les enfants inadaptés mentaux seddouk B/maouche	L'accompagnement au développement social	4 409	11
60 Millions de consommateurs	Médiateurs culturels au service de la jeunesse	27 993	15
Association Etoile Culturelle d'Akbou	Création d'une pépinière de jeunes citoyens ou la mise en réseau des initiatives des Conseils communaux de Jeunes en Algérie	43 469	17
Association des Handicapés et Leurs Amis de la Daïra de Bouzeguene	Maison de Santé-Handicap	47 972	15
Association de Protection Contre le Sida HAK EL WIKAYA	Dépistage mobile et prise en charge précoce des IST VIH Sida dans la région ouest	39 580	15
Association des parents d'enfants infirmes Moteurs d'origine cérébrale de SETIF	Education artictique et culturelle pour adolescents IMC	11 724	15
Association de solidarité et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Introduction et adaptation de la notion PEL1 pour la sauvegarde et la promotion de l'enfance Bordjienne (scolarisation, éducation, épanouissement)	47 674	15
La Fédération Algérienne des Personnes Handicapées	La Concertation et le partenariat Société Civile/Pouvoirs Publics au cœur de la lutte contre l'exclusion des Personnes Handicapées	47 639	15
Femmes Algériennes Revendiquant leurs Droits	Accompagnement de jeunes femmes non qualifiées à la recherche d'emploi	16 537	15
Association « NOUR » pour la promotion et l'insertion des infirmes moteurs cérébraux et/ou d'origine	Form'Algérie	41 002	15
Association pour la réhabilitation du vieil hôpital de Sidi El Houari et des bains turcs	ALADIN- Partage Interculturel Citoyen Oran-Bordeaux	47 681	14
Association Activités des Jeunes Tadukli Crête Rouge	Des bibliothèques redynamisées	35 291	15
Association Tej pour la Santé	Prise en charge d'enfants autistes de 3 à 6 ans	36 014	15
Association humanitaire Tudert	Théâtre pour tous	37 438	15
Association WAFA des parents d'enfants en difficultés mentales	Renforcement des capacités pédagogiques des intervenants dans la prise en charge des enfants autistes	23 103	15

Instances associatives

Organisations membres

Association Générale des Intervenants Retraités, Agrisud International, Association BATIK International, Cap Solidarités, Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, Coopération Atlantique Guinée 44, Confédération Générale du Travail, Cités Unies France, Echoppe, Electriciens sans frontières, Elevages sans frontières, ESSOR - Essor, Soutien, Formation Réalisation, Fédération Artisans du monde, Groupe Energies Renouvelables et Environnement, GRDR migration, citoyenneté, développement, Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques, Ingénieurs Sans Frontières, Secours Populaire Français, Univers Sel, Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation

Conseil de direction renouvelé par moitié en juin 2014

ORGANISATION	TITULAIRE	
	Christophe	ALLIOT
BATIK International	Pauline	MARC de la CRUZ
BATIK International – suppléante	Sarahi	GUTIERREZ
Cap Solidarités	Aït Essaghir	EL HASSAN
Cap Solidarités – suppléante	Faustine	WAWAK
CGT	Jean-Jacques	GUIGON
Coopération Atlantique	Elsa	CARDINAL
Coopération Atlantique – suppléant	Pierre	DEMERLE
CUF	Rose-Marie	SAINT GERMES AKAR
CUF – suppléante	Astrid	FREY
CUF – suppléant	Nicolas	WIT
ESSOR	Jean-Philippe	DELGRANGE
FEDERATION ARTISANS DU MONDE	Gérald	GODREUIL
GERES	Alain	GUINEBAULT
GRDR	Pauline	CASALEGNO
GRET	Damien	THIBAUT
GRET – suppléant	Rodolphe	CARLIER
INGENIEURS SANS FRONTIERES	Nicolas	LAURENT
SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS	Daniel	VERMEIRE
UNMFREO	Valérie	K. PLOUGASTEL

Président élu par l'Assemblée générale du 25 septembre 2012

Yves Le Bars

Bureau élu par le conseil de direction du 18 septembre 2014

Vice-président	Jean-Philippe Delgrange
Trésorier	Christophe Alliot
Secrétaire	Jean-Jacques Guigon
Membre	Rose-Marie Saint Germès Akar

Comité d'orientation stratégique du programme «coopérer autrement en acteurs de changement » (nommé par le conseil de direction 2014)

- 1 représentant du conseil de direction : Sarahi Gutierrez ;
- 3 personnes issues d'organisations membres : Gaëlle Dombu Smeets (Essor), Germain Labonne (GRDR), Marc Levy, (Gret) ;
- 2 personnes ressources Sud : Ada Bazan, Haingo Randriananyvony ;
- 2 personnes ressources Nord : Lucien Cousin, Ghislain Bregeot.

Comités consultatifs en 2014

Les membres des Comités consultatifs sont nommés par le conseil de direction pour une durée de trois ans renouvelable. Ils sont chargés de participer à l'instruction des projets financés par le CFSI et de proposer au bureau un avis.

NOM	Représentant d'une organisation membre du CFSI	Nommé en	Thématique
Cécile Broutin	Oui (Gret)	2012	Agriculture et alimentation
Christophe Jacqmin	Non	2012 (2è mandat)	Agriculture et alimentation
Lise Tregloze	Oui (Fédération Artisans du Monde)	2012	ALIMENTERRE
Claire Rozé	Non	2014	ALIMENTERRE
Ghislain Bregeot	Non	2014	Coopérer autrement
Lucien Cousin	Non	2014	Coopérer autrement
Astrid Frey	Oui (Cités Unies France)	2014	Coopérer autrement
Dominique Cécile Varnat	Non	2014	Coopérer autrement
Didier Kaufmann	Non (membre observateur)	2014	Coopérer autrement

L'équipe salariée au 31 mai 2015

Responsable programme jeunesse et société civile	Agnès Belaïd	<i>PCPA Algérie Coopérer autrement en acteurs de changement</i>
Assistante administrative [remplacement congé parental]	Amandine de Albuquerque	<i>Relation donateurs, appui administratif</i>
Déléguée générale	Anne-Françoise Taisne	
Responsable programme société civile et participation	Emilie Leroux	<i>Coopérer autrement en acteurs de changement PCPA Congo</i>
Responsable administrative et financière	Fabienne Clochette	<i>Gestion administrative et financière</i>
Chargée d'information agriculture et alimentation	Hélène Basquin	<i>Gestion et animation du centre de ressources ALIMENTERRE, appui capitalisation</i>
Responsable programme agriculture et alimentation	Isabelle Duquesne	<i>Gestion et animation Fonds Agriculture & Alimentation</i>
Chargée de communication	Marie Caye	<i>Site Internet - Réseaux sociaux, création et diffusion des supports de communication</i>
Responsable publics et réseaux	Mathilde Bonnard	<i>Animation du réseau ALIMENTERRE et festival de films</i>
Responsable plaidoyer institutionnel	Pascal Erard	<i>Plaidoyer ALIMENTERRE vis-à-vis des décideurs européens</i>
Chargé de programme	Samuel Féret	<i>Plateforme capitalisation des innovations locales</i>
Comptable	Véronique Ancelin	<i>Comptabilité, paie, relation donateurs</i>

Glossaire

AFD	Agence Française de Développement
APE	Accord de partenariat économique
CAAC	Coopérer autrement en acteurs de changement
CUF	Citées Unies France
EDUCASOL	Plateforme d'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale
F3E	Evaluer, échanger, éclairer
GRDR	Migration, citoyenneté, développement
GRET	Groupe de recherche et d'échanges technologiques
ISF	Ingénieurs sans frontières
ROPPIA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PAFAO	Programme d'appui à l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
PCPA	Programme concerté pluriacteurs



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

32, rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

